

ACTUALITE**Politique française
Crise post-régionales***Francis Sitel*

SARKOZY, anticipant un échec annoncé, avait changé de pied pour expliquer que, *régionales*, les élections de mars 2010 étaient exemptes d'enjeux politiques nationaux. Ce qui justifiait qu'il s'en désintéresse. Mensonge mineur somme toute, au regard de cet autre que la crise économique était finie !

Aujourd'hui, sous les coups de la spéculation financière, l'euro est dans la tempête, et l'Union européenne chahutée. Nul ne peut donc l'ignorer : la tragédie grecque n'est qu'un moment de cette onde de choc que la crise systémique du capitalisme génère... Du coup, les certitudes arrogantes qu'affichent les puissants se révèlent n'être que des masques grimaçants, sous lesquels se devinent l'incapacité à prendre la mesure des bouleversements en cours et l'impuissance à y parer.

Alors, bien sûr, dans un tel contexte, ces élections françaises de 2010 n'étaient en effet que régionales. Et il convient de ne pas escamoter, comme le souligne Stéphane Rozès, cette dimension spécifique. Mais, précisément, leurs conséquences nationales n'en apparaissent que plus impressionnantes, témoignant des changements en profondeur qui travaillent la société française et ont produit un tournant politique impromptu.

N'en était-on pas venu à croire Sarkozy inébranlable ? Fort de sa capacité à avoir marginalisé le Front national et unifié la droite, acharné à désarticuler la gauche et à multiplier les débauchages de figures socialistes, il paraissait en capacité de poursuivre son entreprise de laminage des acquis sociaux et démocratiques, de reformatage du pays dans sa totalité... Sans qu'aucune mobilisation soit en mesure de le stopper.

Quant au Parti socialiste, privé de projet, en excès de leadership, soumis sur sa droite à l'attraction du MoDem, allié obligé l'entraînant vers une alliance centriste, et sur sa gauche à la pression d'un NPA assurant son emprise sur l'espace de la radicalité politique, il était l'homme malade de la politique française.

Voilà ce qu'on voyait. Et voici ce qui sortit des urnes.

Un puissant mouvement de rejet de ce Sarkozy, touchant y compris l'électorat de droite, qui inflige une sévère correction à l'UMP et déstabilise l'ensemble du dispositif conservateur. Le Front national est de retour. Les composantes centristes, dans et hors l'UMP, récusent la formule du parti unique imposée par Sarkozy. Les candidats putatifs pour la prochaine présidentielle se poussent du col... Libérées, les forces centrifuges hier domestiquées !

Le Parti socialiste est requinqué. Martine Aubry a gagné en autorité. L'hypothèque posée sur lui par le MoDem, du fait de l'échec électoral de ce dernier, est levée. Sur sa gauche, le NPA est lui aussi affaibli par le re-

ACTUALITÉ

cul électoral qu'il a subi. Les possibles alliés pour le second tour des élections que sont Europe écologie et le Front de gauche, tous deux renforcés, même inégalement, par ces élections se présentent comme deux partenaires possibles pour imposer une majorité électorale lors du second tour des prochaines élections. Le Parti socialiste redosse donc le rôle enviable de candidat à l'alternance. Puisque, à droite, la formule du parti unique a fait la démonstration de sa faiblesse, n'est-il pas tentant, pour la gauche, de voir dans celle opposée du pluralisme de la « Gauche solidaire » une garantie de succès ?

Ah, cette alternance, comme elle est jolie lorsqu'elle nous est contée !

A en oublier tout le reste... Et d'abord que la question centrale reste la crise. Par les grandes menaces qu'elle fait planer sur nos sociétés, et l'utilisation qui en est faite par les gouvernements pour infliger aux peuples européens une austérité de cheval. Situation intolérable à laquelle le Parti socialiste ne semble guère en mesure de répondre. Par défaut d'une politique alternative à celle de la droite. Au point que le patron du FMI peut être présenté comme un des meilleurs possibles candidats... pour cette alternance !

Du coup, crise économique, évidente, crise écologique, tout le monde le reconnaît... et crise démocratique. Parce que cette abstention électorale massive au sein des catégories populaires ne fera que s'aggraver si, dans une situation aussi dramatique, n'est proposée pour toute perspective politique qu'une alternance stérile de tout changement radical. L'histoire nous enseigne que dans de tels contextes les angoisses populaires, faute de trouver des réponses progressistes, risquent fort d'alimenter les replis nationalistes et racistes. Ne les voit-on déjà partout menaçants en Europe ?

Face à la politique insupportable que nous inflige le gouvernement et aux régressions dont sont porteurs les développements de la crise du système, l'heure est à l'affirmation d'un puissant mouvement unitaire de mobilisation en mesure d'imposer une rupture avec la politique néolibérale, politique dont la direction du Parti socialiste ne paraît pas capable de se dissocier réellement.

Voilà qui met la gauche, et toutes ses composantes, devant un défi considérable.

De cela il convient de débattre.

Travail que nous engageons dans le pages qui suivent à travers plusieurs entretiens, avec Pierre Laurent, coordinateur national du Parti communiste, Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, Pierre-François Grond, porte parole du NPA.

Par ailleurs, Stéphane Rozès, politologue, a accepté de répondre, ce dont nous le remercions, à quelques questions quant à l'analyse de la situation au lendemain des régionales.